

## Conditions d'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz et introduction d'un timbre d'injection

*Date de la contribution : 10/09/2019*

**Question 1 :** Êtes-vous favorable aux modalités de construction du zonage de raccordement envisagées par la CRE et notamment au critère technico-économique retenu (critère I/V élargi) ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à la méthodologie d'implication des acteurs locaux proposée par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 3 :** Êtes-vous favorable au format de livrable proposée par la CRE pour le zonage de raccordement ? Estimez-vous que celui apporte la visibilité nécessaire à la filière ? Partagez-vous le code couleur retenu ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 4 :** Êtes-vous favorable au calendrier de mise en place, aux modalités et à la fréquence d'actualisation du dispositif de zonage de raccordement ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 5 :** Êtes-vous favorable aux modalités de validation des investissements de renforcement envisagées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 6 :** Êtes-vous favorable aux modalités de déclenchement des investissements de renforcement proposées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à la méthode de quote-part proposée par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 8 :** Êtes-vous favorable aux seuils d'éligibilité proposés par la CRE et estimez-vous qu'il faille mettre en place d'autres critères ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 9 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'aligner le traitement des ouvrages mutualisés en transport sur le traitement des extensions mutualisée en distribution ?

Ni favorable, ni défavorable

**Question 10 :** Êtes-vous favorable aux principes retenus par la CRE pour introduire un timbre d'injection pour les producteurs de biométhane ainsi qu'aux modalités de facturation envisagées ?

Défavorable

**Commentaire :**

Enercoop relève deux problèmes inhérents aux principes envisagés par la CRE pour introduire un timbre d'injection.

Le premier porte sur la structure du mécanisme en regard de l'objet visé par la mise en œuvre de ce timbre d'injection, soit « d'inciter les producteurs et expéditeurs de la filière biométhane à minimiser les coûts de réseaux engendrés par le développement de cette filière. »

En effet d'une part les mécanismes existants, notamment le critère de I/V et les coûts de raccordement constituent aujourd'hui des signaux économiques suffisants. Et de l'autre, un levier majeur pour minimiser les coûts de réseaux est avant tout d'inciter économiquement à une consommation locale du biométhane injecté. Une telle incitation permettra en effet : à la fois de consolider dans la durée les consommations qui assurent une faisabilité de l'injection (et donc une utilisation maximale des infrastructures), et potentiellement de développer des consommations au profil estival (comme la consommation de carburant).

Or Enercoop remarque qu'aujourd'hui, avec l'injection virtuelle au PEG (auquel serait rajoutée demain le paiement d'un timbre-injection), les fournisseurs et expéditeurs qui proposent une consommation locale du biométhane (avec une traçabilité par les GO) ne sont pas rémunérés du service qu'ils apportent ainsi à la collectivité. Or les offres locales de gaz vert à partir des GO du producteur concerné permettent de renforcer que dans la durée les consommations adéquates se maintiennent sur la zone d'injection, et donc d'éviter un effritement des consommations dans la durée, qui se traduiraient par une sous-utilisation des infrastructures de réseaux développés pour le pont d'injection concerné.

Enercoop souhaite ici attirer l'attention du régulateur sur le fait que plus généralement la décorrélation grandissante des GO et de la production, et leur prochaine mise aux enchères y contribue, conduira à instaurer des mécanismes de marché une fois encore distincts de la réalité physique des infrastructures et donc à augmenter les coûts de réseaux engendrés par le développement de la filière.

Le second défaut relevé est que si l'instauration d'un signal économique incitant à une maîtrise des coûts pour la collectivité est actée, elle ne doit pas concerner des acteurs différents en fonction de leur réseau d'injection. Les modalités de facturation proposées par la CRE concernent le producteur ou l'expéditeur (et donc in fine le fournisseur acheteur de gaz) selon que l'injection se fait sur le réseau de distribution ou de transport. Cette disparité de traitement des acteurs ne se justifie pas et Enercoop souhaite que la facturation de l'éventuel timbre injection pèse systématiquement sur le même acteur.

En conclusion, Enercoop se positionne défavorablement par rapport aux principes proposés par la CRE.

**Question 11 :** Les modalités de calcul et le niveau du timbre d'injection envisagé à ce stade vous semblent-ils pertinents ?

Non

**Commentaire :**

Enercoop est défavorable à l'introduction d'un timbre-injection pour les raisons exposées plus avant. Les modalités de calcul et le niveau du timbre apparaissent structurellement non pertinents, et pour une bonne gestion des infrastructures, et pour les acteurs du marché.